

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

WT/DS227/3
19 juillet 2001

(01-3573)

Original: espagnol

PÉROU – TAXES SUR LES CIGARETTES

Communication du Chili

La communication ci-après, datée du 12 juillet 2001, adressée par la Mission permanente du Chili au Président de l'Organe de règlement des différends, est distribuée à la demande de cette délégation.

S'agissant du différend concernant l'application par le Pérou de taxes sur les cigarettes, pour lequel un Groupe spécial a été établi le 20 mai 2001, j'ai l'honneur de vous informer que la mesure faisant l'objet de la plainte du Chili, à savoir le régime spécifique de l'impôt sélectif sur la consommation appliqué aux cigarettes par le Pérou, prévu par le Décret suprême n° 158-99-EF du 25 septembre 1999, a été modifiée le 30 juin 2001. C'est en effet à cette date qu'a été promulgué le Décret suprême n° 128-2001 du Ministère péruvien de l'économie et des finances, entré en vigueur le 1^{er} juillet 2001. Depuis cette date, les cigarettes sont soumises au régime commun de l'impôt sélectif sur la consommation, c'est-à-dire à un taux de 100 pour cent, quels que soient leur origine, leur prix, leur type ou la qualité du tabac et/ou le nombre de marchés sur lesquels elles sont commercialisées.

Cette modification du régime fiscal applicable aux cigarettes fait suite à la décision incontestable et sans appel du Tribunal constitutionnel du Pérou en date du 19 juin 2001. À la suite d'une requête de l'entreprise British American Tobacco (South America) Ltd., succursale du Pérou, le Tribunal constitutionnel a déterminé que le Décret suprême n° 158-99-EF n'était pas applicable à cette entreprise, notamment parce qu'il établissait "une classification arbitraire qui entraîne l'application d'un traitement préférentiel à une catégorie de cigarettes, favorisant certains producteurs et/ou distributeurs", et violait ainsi le principe d'égalité devant la loi.

Compte tenu de la disparition de la mesure incriminée, le gouvernement chilien souhaite mettre fin à la procédure de constitution du Groupe spécial et renoncer formellement à poursuivre en l'espèce le processus prévu par les dispositions du Mémoire d'accord sur le règlement des différends.

Le Chili saisit cette occasion pour se déclarer satisfait de ce témoignage de la solidité des institutions légales de la République du Pérou. Il remercie donc les autorités de ce pays d'avoir mis en vigueur avec clarté le nouveau régime fiscal qui permettra aux entreprises exportatrices de cigarettes, notamment celles du Chili, de soutenir la concurrence sur le marché péruvien dans des conditions d'égalité.